

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 11 janvier 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux modalités de subsidiation de certains frais d'acquisition, d'expropriation et de démolition des sociétés immobilières de service public", a donné le 14 janvier 1994 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 januari 1994 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de modaliteiten van betoelaging van bepaalde verwervings-, onteigenings- en slopingskosten van de openbare vastgoedmaatschappijen", heeft op 14 januari 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Je souhaite détenir l'avis de ce haut Collège dans les délais prescrits par l'article 84.

En effet, un premier avis a déjà été donné par la neuvième chambre du Conseil d'Etat, le 15 décembre 1993, sur ce projet d'arrêté.

Dans cet avis, il était cependant acté l'absence de l'avis de l'Inspection des Finances et du Ministre du Budget. Ces deux avis sont joints en annexe à la présente et ne modifient pas le projet déjà transmis le 4 novembre 1993.

Considérant, en effet, qu'il convient de mettre en place, dans les plus brefs délais, le régime instauré par l'ordonnance portant modification du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relatif au secteur du logement social".

*

* *

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

.../...

I. OBSERVATIONS QUANT AU FOND.

1. La rédaction de l'article 2 du projet s'inspire de celle de l'article 18, § 3, de l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social (1).

Toutefois, ainsi que le faisait déjà observer la section de législation dans son avis précité L. 22.892/9, donné le 15 décembre 1993, certaines différences apparaissent :

- 1° alors que l'ordonnance prévoit, en vue de l'exécution des opérations énumérées en son article 18, § 3, l'allocation de subsides régionaux tant à la société du logement de la Région bruxelloise qu'aux sociétés immobilières de service public, le projet restreint à ces dernières seules l'octroi de telles subventions;
- 2° le projet permet, sans fondement dans l'ordonnance, l'allocation de subsides pour l'acquisition ou l'expropriation, ainsi que pour la démolition totale ou partielle, d'une ou plusieurs habitations ou immeubles non résidentiels faisant partie d'un ensemble d'habitations insalubres "pour autant qu'ils soient insalubres par environnement", termes dont la signification ne ressort du reste pas du projet;

(1) Voir ci-après l'observation 1 à propos du préambule.

- 3° l'assainissement, l'amélioration ou l'adaptation d'habitations insalubres améliorables ou d'habitations salubres mais fonctionnellement inadaptées ne donneraient lieu à l'octroi d'aucun subside, alors que ces opérations sont également visées par l'article 18, § 3, 2, de l'ordonnance.

Le Gouvernement n'est pas habilité à procéder à de semblables restrictions ou extensions de la portée de l'article 18, § 3, de l'ordonnance, mais uniquement à déterminer les "conditions d'octroi et de montant" du subside que la Région doit allouer en vue de l'exécution des opérations que cette disposition énumère.

2. S'agissant de subsides alloués par la Région, à charge des crédits budgétaires ouverts à cet effet, les décisions d'octroi relèvent exclusivement de la compétence du Gouvernement; l'ordonnance ne l'autorise nullement à abandonner cette compétence à la Société du logement de la Région bruxelloise, ainsi que le fait l'article 3 du projet.

Ses articles 8 et 9 procèdent de la même confusion, notamment dans la mesure où ils attribuent à ce même organisme le pouvoir de contrôle de l'emploi des subventions, organisé par les articles 55 à 58 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. L'exécution du contrôle de l'utilisation des subventions régionales que ces dispositions légales imposent est de la seule compétence du pouvoir exécutif régional.

.../...

Plus fondamentalement, le Gouvernement ne peut écarter l'application de ces dispositions relatives au contrôle de l'emploi des subventions, puisque l'article 71, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions les rend applicables à la Région de Bruxelles-Capitale. Le législateur régional ne le peut pas davantage; tout au plus ce dernier peut-il renforcer ces dispositions.

Les articles 8 et 9 doivent par conséquent être omis, tandis que l'article 3 sera, afin de tenir compte de l'observation qui précède, fondamentalement revu afin d'en assurer la concordance avec l'article 2 du projet en tant qu'il prévoit que les subsides sont accordés par le ministre; le Gouvernement peut, en effet, déléguer ce pouvoir à l'un de ses membres, conformément aux articles 36, § 1er, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et 69 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Le ministre ainsi délégué serait, aux termes de l'article 1er, 1^o, du projet,

"le membre du Gouvernement ayant le logement dans ses attributions ou le Secrétaire d'Etat qui lui est adjoint à cet effet".

Toutefois, en vertu de l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, les compétences du Secrétaire d'Etat régional, lequel n'est pas membre du Gouvernement, sont fixées par celui de ses membres auquel il est adjoint; en tant qu'il attribue directement une compétence du Gouvernement à un Secrétaire d'Etat régional,

.../...

l'article 1er, 1^o, du projet méconnaît donc cette disposition de la loi spéciale. Les mots "ou le Secrétaire d'Etat qui lui est adjoint à cet effet" doivent, par suite, être omis.

3. L'article 6, alinéa 1er, du projet ne fixe que le montant maximum de la subvention, correspondant à un pourcentage du coût des opérations réalisées, et confère ainsi un large pouvoir discrétionnaire à l'autorité qui en décide l'octroi, pour ce qui concerne la couverture du coût en deçà de ce pourcentage.

Le projet reste en cela en défaut de déterminer "les conditions d'octroi et de montant" du subside, que le Gouvernement doit cependant arrêter pour assurer l'exécution de l'article 18, § 3, de l'ordonnance.

L'article 6, alinéa 2, prévoit quant à lui que le subside couvrira l'intégralité du coût de l'opération, lorsqu'elle porte sur "des biens situés dans une zone à protéger ou à rénover"; l'article 1er, 3^o, indique qu'il est ainsi fait référence aux zones à protéger et à rénover visées par l'arrêté royal du 7 septembre 1984 modifiant l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise; ces dispositions du projet doivent également être revues, car les arrêtés royaux précités sont abrogés par l'article 14, § 1er, de l'ordonnance du 7 octobre 1993 "organique de la revitalisation des quartiers, que le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté en sa séance du mardi 20 juillet 1993".

.../...

4. A l'article 1er, 2°, il est prévu que l'administration du logement est appelée à décider du caractère insalubre améliorable, ainsi que du caractère salubre mais fonctionnellement inadapté d'un logement. Il convient, à tout le moins, de viser la réglementation en vertu de laquelle l'administration prend les décisions auxquelles il est fait référence.

5. A l'article 3, § 2, alinéa 2, du projet, il est prévu que :

"Si à l'issue (du) délai, la Société du logement de la Région bruxelloise ne s'est pas prononcée, la demande de subsidiation est refusée".

Indépendamment de l'observation 2 qui vient d'être faite à propos de l'article 3 du projet, on relève que ni la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, ni l'article 18, § 3, de l'ordonnance ne prévoient que puisse intervenir une décision implicite, du fait de l'expiration du délai dans lequel l'autorité doit statuer. Le paragraphe 2, alinéa 2, doit dès lors être également revu sur ce point.

II. OBSERVATIONS QUANT A LA FORME.

Intitulé.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Préambule.

1. L'intitulé de l'ordonnance du 9 septembre 1993, visé à l'alinéa 1er, doit être correctement reproduit. On écrira donc :

"Vu l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social, notamment l'article 18, § 3;"

Le texte néerlandais de l'intitulé de cette ordonnance, tel qu'il a été publié au Moniteur belge du 31 décembre 1993, n'est guère compréhensible. Il y a lieu de lire : "... houdende wijziging van de Huisvestingscode voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en ...".

2. Les alinéas 2 et 3 doivent être intervertis.

En ce qui concerne l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, on ajoutera les mots "donné le 15 décembre 1993;" (2).

(2) Voyez l'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire combiné avec l'article 71, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Proposant.

Il convient d'indiquer la dénomination officielle du Ministre proposant.

On écrira donc :

"Sur la proposition du Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau,".

Dispositif.

Article 1er.

Le 4^o doit faire l'objet de trois subdivisions distinctes (4^o, 5^o, et 6^o).

Les mots "sur base de" doivent être remplacés par les mots "sur la base de".

Article 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 4.

1. Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé tel qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Pour assurer une meilleure concordance avec le texte néerlandais, la phrase introductive devrait être rédigée comme suit :

"Art. 4. Sont joints à la demande visée à l'article 3 :".

2. Les tirets doivent être remplacés par les subdivisions 1º, 2º, 3º et 4º.

3. Au premier tiret (devenant 1º), il faut écrire "... de la situation existante;".

4. Au deuxième tiret (devenant 2º) du texte néerlandais, il faut remplacer le mot "operaties" par le mot "werken". Cette observation vaut également pour le troisième tiret (devenant 3º) du texte néerlandais.

5. Au troisième tiret (devenant 3º) du texte néerlandais, il faut écrire "gezamenlijke kosten" au lieu de "globale kosten".

.../...

6. Au quatrième tiret (devenant 4º) du texte néerlandais, on écrira "in voorkomend geval, een voorlopig of ...".

Articles 5 et 6.

A l'article 5, il est prévu que le calcul du subside est fait sur la base du "coût réel d'acquisition, d'expropriation et de démolition" - tels que ces frais sont définis à l'article 1er, 4º, devenant 4º à 6º -, ainsi que sur la base de "tous les frais généralement admis", alors que cette notion de "frais généralement admis" n'est pas définie à l'article 1er.

Par ailleurs, le même article 5 vise le "coût réel de l'acquisition, de l'expropriation et de la démolition", alors que l'article 1er se limite à définir ces trois catégories de "frais" sans préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par "coût réel".

D'autre part, à l'article 6, il est prévu que le montant du subside est fixé à un pourcentage maximum "des montants relatifs aux frais d'acquisition, d'expropriation, de démolition totale ou partielle en application de l'article 1(er)" de l'arrêté, sans se référer aux "frais généralement admis" et au "coût réel".

Les contradictions qui viennent d'être relevées entre les articles 1er, 5 et 6, doivent être levées.

.../...

Article 7.

Mieux vaudrait écrire :

"Art. 7. Le subside est liquidé dans les six mois de l'exécution de l'opération subsidiée".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Je souhaite détenir l'avis de ce haut Collège dans les délais prescrits par l'article 84.

En effet, un premier avis a déjà été donné par la neuvième chambre du Conseil d'Etat, le 15 décembre 1993, sur ce projet d'arrêté.

Dans cet avis, il était cependant acté l'absence de l'avis de l'Inspection des Finances et du Ministre du Budget. Ces deux avis sont joints en annexe à la présente et ne modifient pas le projet déjà transmis le 4 novembre 1993.

Considérant, en effet, qu'il convient de mettre en place, dans les plus brefs délais, le régime instauré par l'ordonnance portant modification du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relatif au secteur du logement social".

*

* *

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

.../...

I. OPMERKINGEN OVER DE INHOUD.

1. Artikel 2 van het ontwerp is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 18, § 3, van de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging (lees : houdende wijziging van de Huisvestingscode) voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van de sociale huisvesting (3).

Zoals de afdeling wetgeving er reeds op heeft gewezen in haar voormeld advies L. 22.892/9, uitgebracht op 15 december 1993, treden evenwel bepaalde verschillen naar voren :

- 1º terwijl de ordonnantie, met het oog op de uitvoering van de in artikel 18, § 3, ervan opgenoemde verrichtingen, voorziet in de toekenning van gewestelijke toelagen, zowel aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij als aan de openbare vastgoedmaatschappijen, beperkt het ontwerp de toekenning van zulke toelagen tot de laatstgenoemden;
- 2º zonder dat daartoe een rechtsgrond voorhanden is in de ordonnantie, maakt het ontwerp de toekenning van toelagen mogelijk "voor de verwerving of de onteigening alsook voor de gehele of gedeeltelijke sloping van één of meer woningen of niet-residentiële gebouwen, die deel uitmaken van een complex van ongezonde woningen "voor zover ze ongezond zijn omwille van de omgeving""; uit

(3) Zie hierna opmerking 1 over de aanhef.

het ontwerp blijkt overigens niet wat de betekenis van deze woorden is;

- 3° voor de sanering, de verbetering of de aanpassing van ongezonde woningen die verbeterd kunnen worden of van gezonde maar functioneel onaangepaste woningen zou geen enkele toelage worden toegekend, terwijl van die verrichtingen eveneens sprake is in artikel 18, § 3, 2, van de ordonnantie.

De Regering is niet bevoegd om de strekking van artikel 18, § 3, van de ordonnantie op een soortgelijke wijze te beperken of te verruimen, maar alleen om de "toekenningsvoorwaarden en het bedrag" vast te stellen van de toelage die het Gewest moet toekennen voor de uitvoering van de in die bepaling opgenoemde verrichtingen.

2. Alleen de Regering is bevoegd om over het toekennen van toelagen die door het Gewest worden uitgetrokken voor rekening van de daartoe geopende begrotingskredieten, te beslissen; in de ordonnantie wordt de Regering geenszins gemachtigd om die bevoegdheid af te staan aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, zoals geschiedt in artikel 3 van het ontwerp.

De artikelen 8 en 9 zijn het gevolg van dezelfde verwarring, onder meer in zoverre zij aan diezelfde instelling bevoegdheid opdragen om controle uit te oefenen op de aanwending van de toelagen, in de regeling waarvan wordt voorzien door de artikelen 55 tot 58 van de wetten op de

.../...

rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. Het verrichten van de door die wetsbepalingen opgelegde controle op de aanwending van de gewestelijke toelagen behoort uitsluitend tot de bevoegdheid van de gewestelijke uitvoerende macht.

Meer in fundamenteel gezien kan de Regering de toepassing van die bepalingen betreffende de controle op de aanwending van de toelagen niet terzijde schuiven, aangezien artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten ze toepasselijk verklaart op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. De gewestwetgever kan dit evenmin; laatstgenoemde kan in dat verband op z'n hoogst die bepalingen strenger maken.

De artikelen 8 en 9 moeten bijgevolg vervallen, terwijl artikel 3, om rekening te houden met de voorgaande opmerking, grondig behoort te worden herzien om ervoor te zorgen dat het overeenstemt met artikel 2 van het ontwerp in zoverre het bepaalt dat de toelagen door de minister worden toegekend; de Regering kan die bevoegdheid immers overdragen aan een van haar leden, overeenkomstig de artikelen 36, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en 69 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

De aldus gedelegeerde minister zou luidens artikel 1, 1^o, van het ontwerp

.../...

"het lid van de Regering (zijn) tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort of de Staatssecretaris die met deze bevoegdheid aan de Minister werd toegevoegd".

Krachtens artikel 41, § 2, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 worden de bevoegdheden van de Gewestelijke Staatssecretaris, die geen lid is van de Regering, evenwel bepaald door het lid van de Regering waaraan hij is toegevoegd; in zoverre artikel 1, 1°, van het ontwerp een bevoegdheid van de Regering rechtstreeks opdraagt aan een Gewestelijke Staatssecretaris, schendt het dus die bepaling van de bijzondere wet. De woorden "of de Staatssecretaris die met deze bevoegdheid aan de Minister werd toegevoegd" dienen bijgevolg te vervallen.

3. Artikel 6, eerste lid, van het ontwerp bepaalt slechts het maximumbedrag van de toelage dat overeenstemt met een percentage van de kosten voor de uitgevoerde verrichtingen, en verleent zo een ruime discretionaire bevoegdheid aan de overheid die beslist tot de toekenning ervan, voor wat de dekking betreft van de kosten die lager liggen dan dat percentage.

Het ontwerp laat in dat opzicht na "de toekenningsvoorwaarden en het bedrag" te bepalen van de toelage, die door de Regering evenwel moeten worden vastgesteld met het oog op de uitvoering van artikel 18, § 3, van de ordonnantie.

.../...

Artikel 6, tweede lid, van zijn kant, bepaalt dat de toelage de kosten voor de verrichting volledig zal dekken wanneer zij betrekking heeft op "goederen die gelegen zijn in een beschermings- of renovatiezone"; in artikel 1, 3°, wordt vermeld dat aldus wordt verwezen naar de te beschermen en te vernieuwen gebieden bedoeld in het koninklijk besluit van 7 september 1984 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 maart 1977 houdende organisatie van de woonkernvernieuwing in het Brusselse Gewest; die bepalingen van het ontwerp moeten eveneens worden herzien want de voormelde koninklijke besluiten worden opgeheven bij artikel 14, § 1, van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van herwaardering van de wijken, dat de Brusselse Hoofdstedelijke Raad in zijn vergadering van dinsdag 20 juli 1993 aangenomen heeft".

4. In artikel 1, 2°, wordt bepaald dat het Bestuur voor de Huisvesting moet beslissen of een woning ongezond verbeterbaar is alsmede of een woning gezond maar functioneel onaangepast is. Er dient ten minste melding te worden gemaakt van de regeling krachtens welke het bestuur de beslissingen neemt waarnaar wordt verwezen.

5. In artikel 3, § 2, tweede lid, van het ontwerp wordt bepaald :

"Indien de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij zich bij het verstrijken van deze termijn niet heeft uitgesproken, wordt de toelage-aanvraag geweigerd".

.../...

Afgezien van de zoëven in verband met artikel 3 van het ontwerp gemaakte opmerking 2, wordt erop gewezen dat noch de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, noch artikel 18, § 3, van de ordonnantie bepalen dat het verstrijken van de termijn waarbinnen de overheid moet beslissen een impliciete beslissing kan opleveren. Paragraaf 2, tweede lid, moet derhalve eveneens worden herzien op dat punt.

II. OPMERKINGEN OVER DE VORM.

Opschrift.

De woorden "modaliteiten van betoelaging van" dienen vervangen te worden door de woorden "nadere regels voor het verlenen van een toelage voor".

Aanhef.

1. Het opschrift van de ordonnantie van 9 september 1993, waarnaar in het eerste lid wordt verwezen, moet, wat de Franse tekst ervan betreft, correct worden overgenomen. Men schrijve dus :

"Vu l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social, notamment l'article 18, § 3;".

.../...

De Nederlandse tekst van het opschrift van de ordonnantie van 9 september 1993, zoals die is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 31 december 1993, houdt geen steek. Er zou gelezen moeten worden : "... houdende wijziging van de Huisvestingscode voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en ...".

2. Het tweede en het derde lid moeten worden omgewisseld.

Aan het derde lid, dat het tweede lid wordt, dienen de woorden "van 15 december 1993;" te worden toegevoegd (4).

Voordrachtformulier.

De officiële benaming van de voordragende Minister dient te worden vermeld.

Men schrijve dus :

"Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,".

(4) Zie artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, juncto artikel 71, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Aan onderdeel 4^o dienen drie onderscheiden onderdelen (4^o, 5^o en 6^o) te worden besteed.

Bovendien schrijve men in de Franse tekst "sur la base du" in plaats van "sur base du".

Artikel 2.

In het eerste lid dienen de woorden "tegen de voorwaarden en volgens de modaliteiten" vervangen te worden door de woorden "onder de voorwaarden en volgens de nadere regels".

Artikel 4.

1. De inleidende zin dient te worden geredigeerd als volgt :

"Art. 4. Bij de aanvraag, bedoeld in artikel 3, wordt het volgende gevoegd :".

Met het oog op een betere overeenstemming met de Nederlandse tekst dient de inleidende zin in de Franse tekst als volgt te worden geredigeerd :

.../...

"Art. 4. Sont joints à la demande visée à l'article 3 :".

2. De streepjes moeten vervangen worden door de onderverdelingen 1º, 2º, 3º en 4º.

3. Na het eerste streepje (dat 1º wordt) schrijf men in de Franse tekst "... de la situation existante;".

4. Na het tweede streepje (dat 2º wordt) dient het woord "operaties" vervangen te worden door het woord "werken". Deze opmerking geldt ook voor het derde streepje (dat 3º wordt).

5. Na het derde streepje (dat 3º wordt) schrijf men "gezamenlijke kosten" in plaats van "globale kosten".

6. Na het vierde streepje (dat 4º wordt) schrijf men "in voorkomend geval, een voorlopig of ...".

Artikelen 5 en 6.

In artikel 5 wordt bepaald dat de toelage berekend wordt op basis van de "werkelijke kosten van de verwervings- en onteigenings- en slopingskosten" - zoals deze kosten gedefinieerd worden in artikel 1, 4º, dat 4º tot 6º wordt -,

.../...

alsook op basis van "alle over het algemeen aanvaarde kosten", terwijl het begrip "over het algemeen aanvaarde kosten" niet in artikel 1 wordt gedefinieerd.

Bovendien verwijst hetzelfde artikel 5 naar de werkelijke verwervings- en onteigenings- en slopingskosten, terwijl artikel 1 zich ertoe bepaalt deze drie "kosten"-categorieën te definiëren, zonder te preciseren wat verstaan dient te worden onder "werkelijke kosten".

Anderzijds wordt in artikel 6 bepaald dat het bedrag van de toelage vastgesteld wordt op een maximum-percentage "van de bedragen betreffende de kosten van verwerving, onteigening en gehele of gedeeltelijke sloping, in toepassing van artikel 1" van het besluit, zonder dat er verwezen wordt naar de "over het algemeen aanvaarde kosten" of naar de "werkelijke kosten".

De tegenstrijdigheden tussen de artikelen 1, 5 en 6, waar zoëven op gewezen is, dienen te worden verholpen.

Artikel 7.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 7. De toelage wordt vereffend binnen zes maanden na de uitvoering van de werken waarvoor een toelage is verleend".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.